

2è COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU 11/11/2015

Après notre réunion avec le Ministre Kersch en date du 11 novembre 2015, laquelle a duré presque 2 heures et qui s'est caractérisée par un échange de vue ouverts et par un bon climat, nous retenons ce qui suit :

1. Le gouvernement maintien son projet de « village de conteneurs » à Steinfort, même si, d'après le ministre, il ne s'agit pas de conteneurs au sens classique du terme.
2. Le nombre de personnes que le gouvernement veut y loger est de 300 personnes, mais si le gouvernement décide que cela est nécessaire, le chiffre peut être augmenté jusqu'à 600 personnes. La commune sera certes consultée avant cette augmentation, mais l'avis de la commune ne lie pas le gouvernement. Ceci signifie que le gouvernement peut, en tout état de cause, y loger 600 personnes dans ce « village de conteneurs ». Le Ministre a insisté qu'il n'y aura en aucun cas plus de 600 personnes qui y seront logées.

Notre Biergerinitiativ a rendu Monsieur le Ministre attentif au fait qu'en Allemagne, des structures d'accueil similaires avaient été prévues initialement pour 300 personnes, mais comportent actuellement jusqu'à 3.300 réfugiés, soit 11 fois le chiffre initialement prévu (source : article Bild Online du 01/10/2015).

3. En ce qui concerne le nombre de conteneurs, il y a lieu de retenir que ce nombre ne se situe plus à 600, nombre que le Ministre Kersch avait énoncé lui-même clairement dans la réunion d'information organisée au Centre Roudemer en date du

24/09/2015 (cf. SteinfortNews, émission du 09/10/2015 : 18 minutes 34 sec – 18 minutes 38 sec), mais celui de 250 à 275 conteneurs, dont 150 conteneurs d'habitation.

Si nous avons compris Monsieur le Ministre de façon correcte, il n'y aura pas plus de conteneurs que ceux énoncés, c'est-à-dire entre 250 et 275 conteneurs, même s'il devait y avoir plus de 300 personnes ; dans ce cas, il y aurait plus de lits par conteneur.

4. Nous avons fait comprendre à Monsieur le Ministre que pour nous, ces nombres sont disproportionnés, et que 600 réfugiés représenteraient pour Steinfort, un village d'à 2.400 habitants, $\frac{1}{4}$ de sa population locale. Pour nous, ce site est complètement inadapté, sans infrastructures, entre maisons, Atertbunn, Schleekebësch (bois), en plein milieu du village et pour le surplus beaucoup trop petit (160 ares).
5. Monsieur le Ministre appelle ceci un quartier d'habitation avec une clôture, et pas un ghetto. D'après lui, il y aurait des réverbères normaux.

Notre Biergerinitiativ a encore une fois énoncé clairement que le gouvernement construit ici un ghetto, aussi parce qu'il n'y aucune mixité de la population et aucun contact avec les Luxembourgeois et les résidents européennes.

Nous avons eu l'opportunité de signaler à Monsieur le Ministre nos objections, et notamment celle qu'un village de conteneurs dans lequel est concentré un nombre si important de réfugiés, constitue une discrimination. Il n'y a d'ailleurs aucun échange avec la population et ergo aucune intégration.

Notre Biergerinitiativ a rendu attentif Monsieur le Ministre à un article presse très intéressant dans le journal allemand « Die Zeit ». Ce journal prestigieux a mené un entretien avec le renommé sociologue urbain, Jürgen Friedrichs (article dans « Zeit Online » du 30/10/2015 : « Wir wissen, dass es falsch ist ») où il est rendu attentif aux risques de la création d'un tel ghetto.

Nous continuons à penser que les personnes vivant dans un tel village de conteneurs sont stigmatisés. « C'est là où vivent les réfugiés ... », se diront les gens locaux.

6. Monsieur le Ministre est d'accord avec nous que la politique a manqué à comprendre les signaux qui se dessinaient depuis des années dans les camps de réfugiés à Lesbos et Lampedusa, mais également lors de la crise des réfugiés dans l'ex Yougoslavie. La politique a également manqué l'occasion de construire le nombre suffisant de petites unités et de petites structures pour venir à l'encontre des gens, et pour éviter des situations telles qu'elles se présentent aujourd'hui.
7. Nous avons fait notre proposition à Monsieur le Ministre de mettre en place un cadastre spécial indiquant les terrains vagues avec une « clé » d'après laquelle les réfugiés pourraient, après un premier enregistrement rapide, être distribués dans tout le pays, et que les 105 communes devraient être contraintes par la voie légale à accueillir les réfugiés, dans des petits centres et dans des maisons, au lieu de les mettre dans des camps énormes de 300 personnes et plus. Les communes qui le veulent peuvent également accueillir plus de personnes que sur base de cette « clé », et ce de façon volontaire.

Nous pensons que ceci serait la bonne solution, et qu'ici notre classe politique a à nouveau manqué une chance énorme d'agir de façon durable, au lieu d'instaurer des conteneurs provisoires sur un petit site sans infrastructures, et de jeter, de cette façon, l'argent par la fenêtre.

De petites unités sont meilleures pour les réfugiés et pour nos villages, même si les réfugiés ne viennent vivre que temporairement dans nos villages (cf. article précité dans « Die Zeit »).

8. Notre Biergerinitiativ et Monsieur le Ministre sont d'accord qu'il faut permettre aux personnes venant chez nous d'intégrer le marché de travail le plus rapidement possible, et qu'il faut faciliter les formalités d'obtention de la procédure d'asile.
9. Monsieur le Ministre s'est pris beaucoup de temps et nous a écoutés ; il nous a également exposé la position du gouvernement. Il a également pris soin de nous montrer des plans provisoires que nous ne voulons pas commenter, parce qu'ils sont provisoires et que le gouvernement est entrain de travailler dessus. Entretemps, le gouvernement a déposé des plans d'aménagement du sol (avis concernant les localités de Steinfort, Mamer, Diekirch et Junglinster).
10. Même si nous continuons à être formellement convaincus que le site n'est pas adapté, et que d'une façon plus générale le concept de village de conteneurs est faux, nous remercions néanmoins Monsieur le Ministre Kersch pour cet entretien, sa patience et ses mots ouverts.

Même si le gouvernement prend ici les mauvaises décisions, il y a lieu de dire que Monsieur le Ministre a, ce matin, fait honneur à sa fonction, en écoutant de façon ouverte notre Biergerinitiativ, et en nous donnant de son temps.

Ceci caractérise également un homme d'Etat, même si nous ne partageons pas le même avis sur la question.

11. Notre Biergerinitiativ continuera à mener un dialogue positif et constructif, et ne perdra de vue à aucun moment les intérêts de Steinfort, du site qu'il y a lieu de préserver, et de tous les habitants (même celui des gens que nous accueillons chez nous).
12. Notre Biergerinitiativ réitère encore une fois ses revendications :
 - Les gens qui viennent chez nous doivent être accueillis de façon non bureaucratique et dans des grandes structures existantes.
 - Les personnes, une fois enregistrées, doivent être transférées le plus rapidement possible dans des petites structures, si possible dans des maisons sur tout le pays sans passer par des villages de conteneurs.
 - Si nécessaire, la Chambre des députés doit voter une loi qui oblige les 105 communes du pays d'accueillir un nombre proportionnel de réfugiés, nombre défini par une « clé », se composant de la taille et de la densité de population respective. Nous nous pourrions orienter d'après le système de la « Clé » « Königsteiner Schlüssel », qui distribue en Allemagne les réfugiés entre les différents états allemands d'après le pourcentage de leur population respective (voir article n-tv du 06/09/2015 et « Die Zeit » du 01/10/2015). Ainsi, les

possibilités d'intégration peuvent être complètement épuisées, et les surcharges de petits villages peuvent être évitées. Des exceptions peuvent être autorisées au cas par cas, si des structures existantes permettent un tel accueil de façon limité dans le temps, mais ceci doit se faire sur base volontaire et négocié avec les communes.

- Le gouvernement devrait, avec l'aide des communes, établir un cadastre indiquant des terrains vagues, pour ainsi déterminer des zones en friches communales et étatiques qui pourraient être construites. De même, ce cadastre pourrait également relater des maisons et bâtiments publics (maisons paroissiales, de vieilles écoles, écoles maternelles, petits vieux centres culturels, ...) qui sont vides et qui pourraient être habités. Pour cela, le pouvoir public ne devrait pas hésiter à prendre des choses en main, à construire ou c'est possible, et de retaper des maisons. De même pourrait-on, et ce sur base volontaire, offrir aux propriétaires de maisons privées un bail à longue durée à des conditions équitables pour y loger des réfugiés.
- Nous demanderons également au gouvernement de laisser tomber le projet de village de conteneurs.

Le président

Joë Lemmer

La vice-présidente

Nelly Meyers

Le vice-président

Marco Marques